

3.1.3 Une volonté et une cohésion politiques parfois insuffisantes

Malgré des initiatives sans précédents pour le maintien de la paix et la résolution des conflits en Afrique et les signes de volonté qui se dégagent des récentes initiatives africaines comme le NEPAD, il faut souligner que des dissensions politiques traversent encore les institutions régionales. Les obstacles sont difficiles à contourner à l'échelle continentale. L'étendue géographique du continent qui englobe 53 États risque de rendre difficile toute forme de consensus au niveau institutionnel. Déjà, des intérêts et calculs stratégiques divergents se cristallisent autour des grands foyers de tension. L'exemple le plus parlant étant l'imbroglio politique et militaire qui, actuellement, caractérise la région des Grands Lacs.

Au niveau des OIG, seule la CEDEAO, dominée par le Nigeria, qui a quasiment assumé les coûts des missions, a pu faire une différence dans la gestion des conflits sous-régionaux. La position dominante du Nigeria au sein de la CEDEAO alimente souvent des craintes d'hégémonie parmi les autres membres. Cependant, il faut souligner que la CEDEAO a fait montre de volonté et de cohésion réelles, à en juger les efforts sans précédents consentis par les pays membres pour mener des interventions de paix dans la sous-région (Libéria, Sierra Leone et Guinée Bissau). C'est surtout le leadership dont a fait preuve le Nigeria qui distingue la CEDEAO des autres institutions régionales quand il s'agit des interventions de paix. Aucune autre puissance régionale n'a fait montre d'un tel degré d'engagement.

En effet, d'autres organisations sous-régionales comme la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale et l'Union du Maghreb Arabe, souffrent de profondes divisions politiques et leurs initiatives pour la maintien de la paix et de la sécurité sont restées très limitées pour la première et quasi inexistantes pour la seconde. L'IGAD, malgré son implication dans la quête de solutions politiques aux conflits en Afrique de l'Est, est bien peu avancée sur le plan des mécanismes institutionnels de coopération pour la paix et la sécurité et son potentiel pour des interventions de paix dans la sous-région est très négligeable. Avec le soutien de l'ONU, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) avait bien entamé des négociations pour établir un mécanisme pour promouvoir la stabilité régionale, le Conseil pour la Paix et la Sécurité en Afrique Centrale (COPAX). Mais la paralysie du processus jette le doute sur la cohésion et la volonté politique réelles des États membres.

La SADC est une organisation prometteuse qui dispose d'un potentiel pour le maintien de la paix et la sécurité régionale. Toutefois, l'organisation est marquée par de profondes divisions qui compromettent la cohésion politique indispensable à une institution qui veut jouer un rôle dans la sécurité. Malgré des efforts pour mettre en place les structures du mécanisme de sécurité sous-régionale créée en 1996, les pays de la SADC restent divisés quand il s'agit de la faire fonctionner face aux crises.²⁸ Les interventions de certains pays en

²⁸ Le Président du Zimbabwe, Robert Mugabe, a longtemps revendiqué le monopole de la présidence de l'Organ on politics, defense and security. En Mars 2001, un Sommet extraordinaire de la SADC a conféré une architecture à cet organe. Le Sommet des Chefs d'États de la SADC, tenu en Août 2001 au Malawi, a adopté un *Protocol on Politics Defense, and Security* qui pose une cadre pour régir le fonctionnement de l'Organ.